



DOSSIER Elections fédérales 2023: qui pour défendre les PME?

La cybersécurité enfin prise au sérieux?



Gerhard Andrey (Les Verts/FR) est aussi le cofondateur de l'entreprise informatique Liip.

Entre 2020 et 2022, la Suisse est devenue une cible de choix pour les hackers. Le nombre de cyberattaques a triplé, passant de près de 11 000 à plus de 34 000. «La cybersécurité n'est peut-être pas l'enjeu le plus sexy de ces élections, mais c'est l'un des plus importants», dit Charles Juillard (Le Centre/JU), candidat à sa réélection au Conseil des Etats. Il plaide depuis plusieurs années au sein de la Commission de la politique de sécurité pour des mesures fortes.

En ce sens, l'élu salue la décision de créer, dès 2024, un Office fédéral de la sécurité informatique. «Je crois que différents scandales, dont la fuite de données aux CFF par exemple, ont accéléré cette décision de la part du Conseil fédéral. En outre, la création d'un poste de secrétaire d'Etat à la Sécurité civile, annoncée en avril dernier, permettra de coordonner les efforts de prévention et de réponse aux cyberattaques avec les entreprises, les collectivités

publiques et les instances internationales.»

Cofondateur de l'entreprise informatique Liip, membre de la Commission de la politique de sécurité au Conseil national, Gerhard Andrey (Les Verts/FR) a également milité pour la création d'un Office fédéral de la cybersécurité depuis 2021. «Avec plus de 6000 milliards de dollars

volés en 2021 dans le monde, le piratage informatique est très lucratif pour les réseaux criminels. Les solutions passent par une culture de transparence et des normes plus contraignantes, comme l'annonce obligatoire des cyberattaques pour les infrastructures critiques dans la nouvelle loi sur la sécurité de l'information.»

Pour le candidat aux Etats, la Confédération, qui investit tout de même environ 1,5 milliard dans l'informatique chaque année, doit servir de modèle pour l'économie privée. «Elle peut par exemple commencer à utiliser des protocoles de transmission, qui garantissent que des paquets de données ne fassent pas de détours par des serveurs en Chine.» Le candidat au Conseil des Etats planche également sur la question de la gouvernance numérique. «Dans l'ère numérique, une gouvernance appropriée des données doit pouvoir être exigée des plus hautes instances dirigeantes, comme c'est le cas pour les finances.»

Le poids des crédits covid

Environ **8,5 milliards de francs**, soit 55% du montant des crédits covid cautionnés par la Confédération, doivent encore être remboursés. Or, en avril dernier, les débiteurs ont vu leurs mensualités passer de 0 à 1,5% pour les crédits de moins de 500 000 francs et de 0,5 à 2% pour ceux de plus de 500 000 francs. Olivier Feller (PLR/VD), candidat au National et élu actuel, s'en est plaint au gouvernement: «Je ne suis pas contre la décision d'adapter ces taux. Pour moi, ce qui n'est pas admissible, c'est l'ampleur de l'augmentation et l'absence de temps laissé aux entreprises pour s'y adapter. Trois jours séparent la décision du Conseil fédéral de sa mise en œuvre.»

Autre candidate au National, Estelle Revaz (PS/GE) s'est battue durant la crise covid pour que des aides à fonds perdu soient accordées plutôt que des crédits. Pour cette violoncelliste de renom et autoentrepreneuse, la Confédération, qui a prononcé les interdictions de travailler, devrait **prendre ses responsabilités** en payant l'addition. «A défaut, il faudrait au moins accorder des aides aux petites entreprises résilientes, qui ont besoin d'innover, et à celles qui se montrent actuellement solidaires, en indexant les salaires au coût de la vie. Comme Credit Suisse, le tissu des PME suisses est lui aussi «too big to fail.»